

# L'Inflation

## Document de formation interne

Résumé	2
<b>Perspectives économiques</b>	4
L'inflation	4
Définitions	4
Mesurer l'inflation	5
Ce que l'inflation ne mesure pas	5
Valeur, monnaie	6
Comment l'inflation influence la dette	8
Comprendre l'inflation	9
La vision néoclassique de l'inflation	9
Lutte des classe et inflation	11
<b>Perspectives historiques</b>	14
L'inflation en suisse durant la Première Guerre mondiale	14
La crise pétrolière de 1973	15
<b>Perspectives politiques, revendications</b>	17
Les "solutions" capitalistes à l'inflation	17
Augmentation des taux d'intérêt	17
Diminuer la TVA	17
Solutions à court terme: Indexation des salaires et contrôle des prix	18
Contrôle des prix	18
Indexation	19
Considérations stratégiques	19
Une seule conclusion possible	19

# Résumé

L'économie mainstream a établi qu'un taux d'inflation moyen de 2 à 4% est normal dans un système économique stable. Cependant, il arrive, dans des périodes de crise, que l'inflation augmente de manière incontrôlée. Dans une perspective marxiste, l'inflation consiste en une perte de valeur de la monnaie, ce qui est causé par une augmentation générale des prix de toutes les marchandises, souvent à cause d'entreprises privées souhaitant maintenir leurs profits. La menace de l'inflation est souvent utilisée par la bourgeoisie pour justifier des mesures antisociales, tout en s'assurant d'obtenir la plus grande part du gâteau.

Les économistes bourgeois, en menant la lutte à la fois dans l'économie matérielle et dans la théorie économique, ont développé plusieurs théories pour expliquer et éviter l'inflation :

1. L'inflation serait due à une trop grande quantité d'argent en circulation, ce qui justifierait les politiques d'austérité;
2. L'inflation serait due à une trop forte demande, provoquée par une trop forte croissance des salaires, ce qui justifierait une politique de stagnation des salaires, c'est-à-dire une baisse des salaires réels ;
3. L'inflation serait due à une accélération trop importante de l'économie. Il faudrait donc la réguler par une hausse des taux d'intérêt, ce qui impliquerait un ralentissement des investissements, une baisse des salaires et une hausse du taux de chômage.

Les théories des économistes bourgeois ont un point commun : elles justifient des mesures défavorables au prolétariat. De plus, certaines de ces théories ne se sont pas toutes vérifiées dans la réalité.

L'inflation met en lumière la question du partage de la valeur entre le travail et le capital, c'est-à-dire la question de la lutte des classes. Une inflation constante est souvent freinée par des mesures défavorables à la classe laborieuse en baissant les salaires réels, c'est-à-dire en augmentant les taux d'intérêt de la bourgeoisie. La crise économique du COVID a inévitablement mené à une baisse des profits des entreprises et de leurs actionnaires. Bien que la guerre en Ukraine ait eu un rôle à jouer, l'inflation actuelle doit être comprise dans un contexte "post" covid, dans lequel les entreprises veulent récupérer ces profits "perdus".

D'un point de vue historique, les questions de classe apparaissent dans chaque période d'inflation. Pendant la Première Guerre mondiale, par exemple, le besoin de liquidités créé en Suisse par les dépenses de guerre a été résolu de différentes manières, plus ou moins inflationnistes, en fonction des rapports de force entre les classes ; en particulier, au moment où la petite bourgeoisie, menacée par la prolétarisation, aurait pu faire alliance avec le prolétariat et renverser le rapport de classe, la bourgeoisie a tout fait pour trouver des moyens de financement favorables à la petite bourgeoisie. Lorsque, à la fin de la guerre, le prolétariat, poussé à la misère par ces politiques, devient une menace pour la bourgeoisie, celle-ci adopte une politique désinflationniste, incluant des taxes sur les bénéfices de guerre.

L'inflation place le prolétariat dans une position économique instable; elle met en lumière les dynamiques d'exploitation présentes depuis toujours dans notre système capitaliste. Par conséquent, il s'agit également d'une opportunité pour l'organisation de la classe laborieuse, comme on a pu le constater avec les grèves du secteur public dans le canton de Vaud.

Il y a principalement deux revendications réformistes qui profitent à la classe laborieuse:

1. Le contrôle des prix, en se concentrant sur des secteurs-clés: les besoins de base, l'énergie, les assurances-maladie, les loyers, etc. Cette mesure augmenterait les salaires réels. Il s'agit d'une mesure d'urgence, mais qui ne pourrait se maintenir sur le long terme qu'en nationalisant ces secteurs.
2. L'indexation des salaires sur l'inflation. Cette mesure permettrait d'empêcher une chute des salaires réels, c'est-à-dire limiter l'augmentation du taux d'exploitation. Cependant, à long terme, nous ne pouvons pas nous contenter de cette mesure, qui limite l'exploitation mais ne l'élimine pas.

Ces options ne sont que peu discutées, car la bourgeoisie connaît très bien les effets qu'elles auraient sur sa part du gâteau. Cependant, même si ces revendications ne sont satisfaisantes qu'à court terme, elles pourraient améliorer significativement le niveau d'organisation et de conscience de classe du prolétariat. Il s'agit d'une première étape dans la construction d'une société socialiste, ce qui est la seule solution à long terme pour mettre fin à l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie.

# Perspectives économiques

## L'inflation

### Définitions

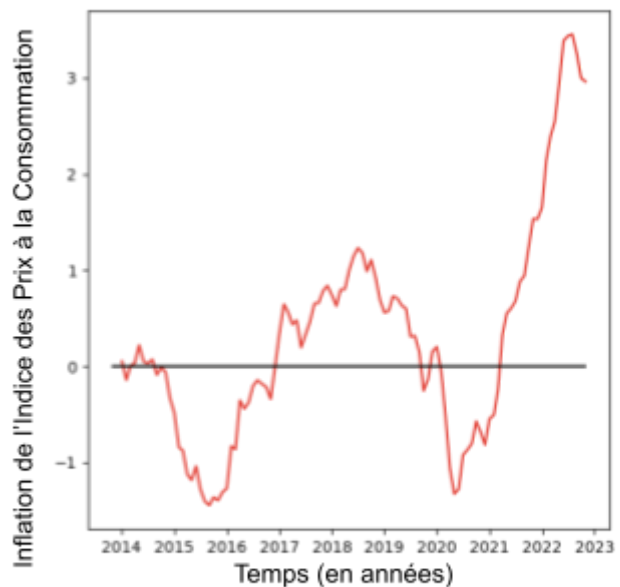
Commençons par une définition rapide de ce que nous entendons par inflation :

« *L'inflation est **une hausse générale des prix** des produits de consommation, accompagnée d'une baisse du pouvoir d'achat de la monnaie.* »

Détaillons cette définition: par “une hausse *générale* des prix”, nous entendons que les prix augmentent pour la plupart des biens de consommation au même moment. Il faut garder en tête que l'inflation est calculée avec les biens de consommation. Cela signifie que le calcul se base sur les prix de la nourriture, les loyers, l'énergie, etc. L'inflation exclut par contre les dépenses considérées comme des investissements; par exemple, ni les biens industriels, ni le prix de l'immobilier n'est pris en compte (le fait que les travailleur.euse.s ne peuvent souvent pas posséder leur propre logement n'est pas pris en compte). De plus, toutes les dépenses ne se font pas pour acquérir des *biens*; par exemple, les ménages suisses dépensent en moyenne 804 CHF<sup>1</sup> en primes d'assurance maladie (ce qui est une part importante du revenu dans un

<sup>1</sup> Source : [Office fédéral de la statistique \(OFS\)](#)

IPC en Suisse, 2014-maintenant



Données de l'OCDE, graphe tracé par les auteur.rices.

pays développé). Même si ce montant a augmenté rapidement dans les décennies précédentes, il n'est pas pris en compte dans le calcul de l'inflation, car une assurance maladie n'est pas un *bien*.

## Mesurer l'inflation

Dans la pratique, l'inflation est mesurée en termes d'**indice des prix à la consommation (IPC)**. L'IPC est un chiffre qui permet de mesurer les dépenses moyennes d'un ménage. Il est calculé en remplissant un "panier de courses" virtuel représentatif, qui représente les dépenses d'un ménage moyen dans le pays<sup>2</sup>, puis en mesurant son évolution annuelle. Ce panier de courses est construit sur la base d'études statistiques sur les habitudes des foyers suisses. L'inflation peut parfois être mesurée mensuellement, mais il est plus courant de la mesurer annuellement, c'est pourquoi nous utilisons cette convention dans ce document. Cela veut dire que la phrase:

*"L'inflation est maintenant à 2,3%."*

signifie que le prix du "panier de courses" que nous avons défini plus haut coûte 2,3% de plus que l'année précédente.

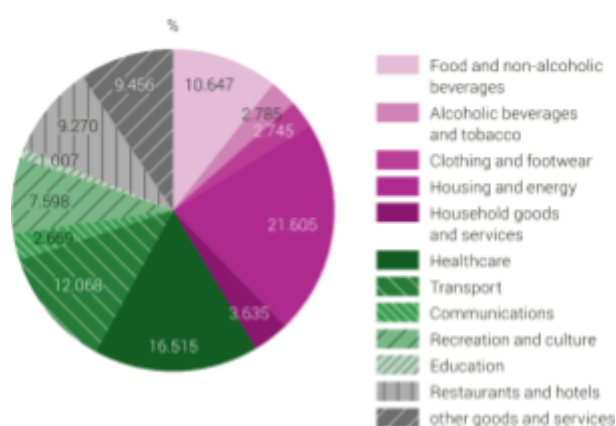
Un autre aspect important de l'inflation est qu'elle est *hétérogène*. Nous voulons dire par là que les



Évolution des prix de chaque catégorie de biens, jusqu'en 2021 (données de l'OFS, graphe tracé par les auteur.rices).

seul, de mesurer les variations de coût de la vie. En effet, les primes d'assurances maladie ne sont pas considérées comme des biens de consommation, puisque les primes sont payées mais pas

HICP basket and weights, 2023



Part des différents types de produits dans le "panier de courses" de l'OFS.

prix des différents biens dans le panier de courses peuvent augmenter ou diminuer en même temps. En considérant l'inflation comme un tout, nous ne voyons pas tous les détails dans la hausse des prix; même dans une période d'inflation comme la nôtre, le prix de certains types de biens diminue, alors que certains prix, comme ceux de l'énergie, augmentent beaucoup plus rapidement que l'inflation.

## Ce que l'inflation ne mesure pas

Puisque l'IPC est mesuré en termes de **prix des biens de consommation**, il ne permet pas, à lui

<sup>2</sup> Pour plus de détails sur le "panier de courses" suisse, appelé "panier-type" par l'OFS, voir [la page dédiée sur le site de l'OFS](#).

consommées. L'IPC prend en compte les biens et services consommés (frais d'hospitalisation, visites médicales, médicaments) mais pas les primes d'assurance.

Puisqu'en moyenne, nos primes sont plus élevées que notre consommation effective, une part de l'augmentation du coût de la vie n'est pas prise en compte par l'IPC. Il existe par ailleurs un autre indice, l'indice des primes d'assurance-maladie (IPAM), qui permet de mesurer l'évolution des primes d'assurance-maladie.

D'après l'OFS, l'influence de l'évolution des primes sur la croissance de revenu disponible est relativement faible (-0,2% chaque année en moyenne entre 2000 et 2022).<sup>3</sup>

Cependant, cette influence est maintenue à un niveau relativement faible grâce à des subventions publiques. De ce point de vue, on peut dire que la hausse des primes est en partie subventionnée par l'État.

De plus, il faut rappeler que le revenu disponible des ménages est compté en monnaie et non en valeur. Comme nous le verrons plus tard, une stabilité du revenu nominal consiste en réalité à une baisse de revenu réel.

## Valeur, monnaie

Pour comprendre l'inflation dans une perspective marxiste, nous devons observer la contradiction entre la **valeur** et la **monnaie**. Pour rappel, comme Marx l'a montré, la valeur d'une marchandise prends trois formes principales<sup>4</sup>:

- La *valeur* (sans autre qualificatif) désigne la quantité de travail contenue dans une marchandise. En un sens, cela répond à la question "Quelle quantité de travail a été nécessaire à produire une marchandise?"
- La valeur d'échange est la mesure de la valeur d'une marchandise relativement à une autre. En un sens, cela répond à la question "Quelle quantité d'une autre marchandise donnée suis-je prêt à échanger pour cette marchandise?"
- La valeur d'usage est la mesure de l'utilité d'une marchandise, pour un individu ou l'autre.

La manière la plus directe de définir la monnaie dans une perspective marxiste est *une marchandise que nous reconnaissons, en tant que société, comme porteuse de valeur d'échange, même si elle n'a pas ou peu de valeur d'usage.*

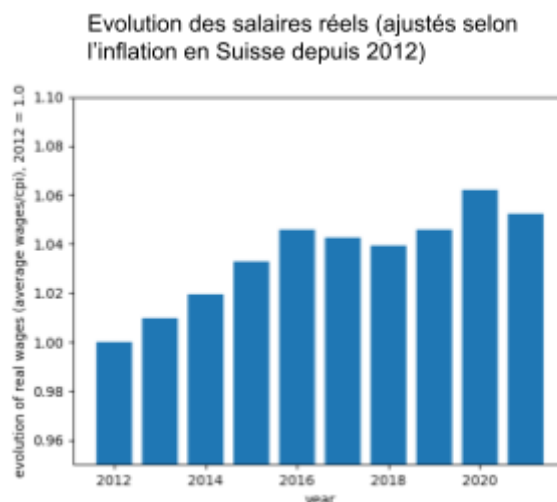
De ce point de vue, nous pouvons donc dire:

*L'inflation est la perte de valeur de la monnaie.*

Nous verrons plus loin que l'inflation peut être considérée comme une lutte dans le partage de la valeur ajoutée, qui se reflète dans la valeur de la monnaie elle-même. Du point de vue des salaires,

<sup>3</sup>Source: [OFS](#)

<sup>4</sup> Le Capital, Vol. 1, Section 1: La marchandise



cela signifie que **l'inflation sans indexation des salaires<sup>5</sup> consiste en une baisse des salaires** (en termes de valeur). Cette idée est reflétée dans la mesure des **salaires réels** (c'est-à-dire des salaires ajustés selon l'inflation).

Historiquement, on a attribué de la valeur à la monnaie selon la valeur d'échange du matériel dont elle était constituée (par exemple, dans le cas des pièces de monnaie en or, la valeur d'échange de la pièce était exactement la valeur de la quantité d'or dont elle était constituée). Avec l'abandon du modèle de la monnaie en métaux précieux, la monnaie est devenue une reconnaissance de dette de la part d'une banque centrale à l'intention du possesseur de la monnaie. Dans ce modèle, la banque centrale possède des biens physiques (souvent de l'or) qui garantissent la valeur de la monnaie et peut – en théorie – être obtenue par le propriétaire de la monnaie. Avec l'abandon de l'étalon-or au milieu du XXe siècle, la plupart des devises sont passées au modèle de la monnaie *fiduciaire*, dans lequel la valeur de la monnaie n'est plus du tout garantie par des biens physiques. Quand une devise est dite *fiduciaire*, on considère souvent<sup>6</sup> que la quantité de monnaie est complètement contrôlée par l'Etat. Dans ce cas spécifique, la valeur attachée à la monnaie est la conséquence d'une convention sociale, et non pas celle de la valeur d'un bien de "garantie" (tel que l'or par exemple).

Cette théorie est appelée **financial intermediation theory** ("théorie de l'intermédiation financière") et admet les affirmations suivantes:

1. La monnaie est une marchandise utilisée uniquement pour l'intermédiation financière.
2. Il existe une **quantité finie de monnaie** en circulation.
3. L'Etat/la banque centrale a un contrôle complet sur la quantité de monnaie dans le système économique.

La théorie de l'intermédiation financière n'est pas, comme nous le verrons plus loin, un modèle réaliste de la manière dont la monnaie est créée dans le capitalisme moderne. Pourtant, elle a été utilisée pour justifier des politiques financières (en particulier dans les années 1970), et est toujours citée comme argument pour justifier des politiques d'austérité.

La théorie de l'intermédiation financière n'est pas un bon modèle à cause des modalités de prêts dans les banques privées. Celles-ci *ne sont pas contraintes d'avoir assez de liquidités dans leurs réserves pour garantir chaque prêt qu'elles consentent*. Ainsi, **les banques privées peuvent prêter plus de monnaie que ce que la banque centrale n'en a jamais créé**. Par conséquent, la quantité de monnaie réellement en circulation est beaucoup plus élevée que la quantité de monnaie créée par les banques centrales. (La plus grande part du compte en banque d'un individu donné a en réalité été créée suite à un prêt consenti par une banque privée à une entreprise ou à une personne physique.) On appelle cette idée – selon laquelle la plupart de la monnaie en circulation a été créée par les banques privées – **credit creation theory** ("théorie de la création par crédit"). C'est seulement récemment qu'elle a commencé à être reconnue par certains économistes orthodoxes (et n'est pas du tout pris en compte dans les modèles que les banques centrales utilisent pour s'adapter à l'inflation), mais elle est un modèle beaucoup plus réaliste de la création monétaire. De plus, cette théorie remet totalement en question la théorie monétariste que nous verrons plus loin.

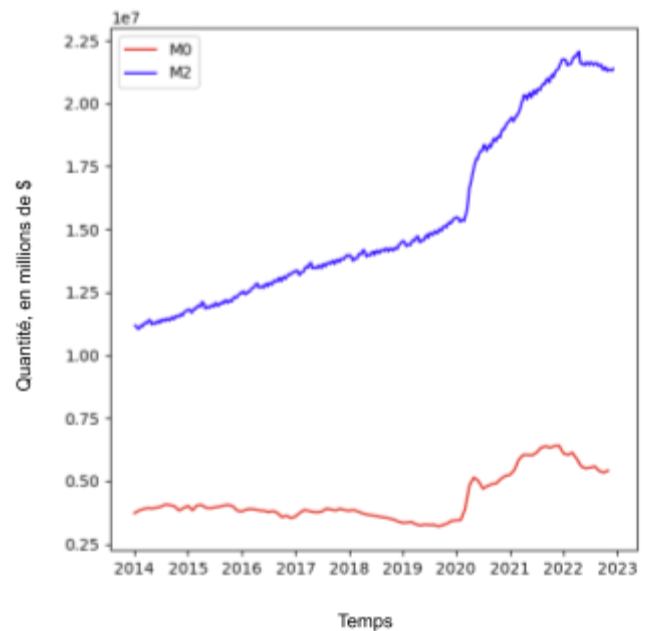
---

<sup>5</sup> L'indexation des salaires est le procédé qui consiste en une augmentation des salaires en même temps que l'inflation augmente. Par exemple, si l'IPC augmente de 3%, les salaires sont également augmentés de 3%.

<sup>6</sup> Par certaines écoles économiques, notamment les monétaristes.

Dans la pratique, la théorie de la création par crédit (selon laquelle la monnaie est créée par le crédit) se reflète dans la manière dont on mesure la somme totale de la monnaie en circulation dans l'économie. Le montant total de la monnaie créée par les banques centrales est appelé **M0**. Le montant total de monnaie prêtée, additionné à M0, (c'est-à-dire ce que nous appelons couramment "argent", ce qui constitue nos comptes en banque) est appelé **M2**. Comme on peut le voir sur le graphe, **M2** est largement supérieur à **M0** et la croissance des deux courbes n'est que faiblement corrélée.

M0 et M2 pour le dollar (donnée de la Fed, graphe fait par les auteur.rices)



### Comment l'inflation influence la dette

Une des propriétés importantes de l'inflation est qu'elle réduit la valeur de la dette, puisque la dette est contractée en monnaie, et non en valeur.

Quand la valeur de la monnaie baisse, la quantité de dette (si elle reste constante) baisse *en valeur*.

Ce phénomène a été utilisé par les Etats européens (qui avaient, à cette époque, le contrôle de leurs devises) pour réduire leurs dettes de guerre après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il faut prendre en compte ce facteur-clef lorsque l'on considère une inflation stable à long terme; dans une situation dans laquelle les salaires sont indexés et l'inflation augmente, celle-ci n'est cependant

pas forcément mauvaise pour les travailleur.ses. La réduction de la dette peut être positive pour les travailleur.ses, puisque cela peut permettre un accès plus facile à la propriété de biens qui étaient précédemment inaccessibles (par exemple, acquérir un logement). De plus, cela affaiblit des secteurs du capital financier, qui génèrent de la dette en possédant de la dette.

Dettes du Royaume-Uni, en pourcentage de son PIB, 1900-2012 (La période d'inflation d'après-guerre est en rose.)



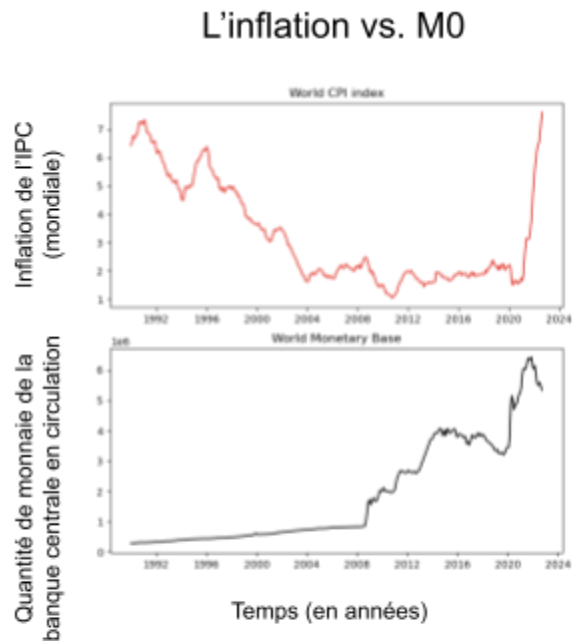


# Comprendre l'inflation

## La vision néoclassique de l'inflation

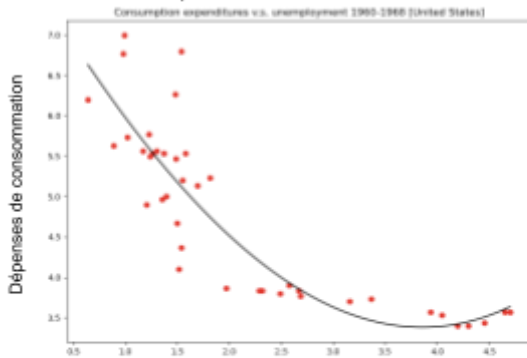
La théorie monétariste affirme que la quantité de monnaie en circulation est la cause principale de l'inflation. Elle justifie ainsi les politiques d'austérité et de réduction de dépenses publiques.

Pourtant, cette théorie n'est pas conforme aux données réelles (voir le graphe ci-contre) et a été abandonnée par les macroéconomistes modernes, y compris au sein des écoles orthodoxes. Cependant, il est vrai que dans des exemples extrêmes, **l'injection de grandes quantités d'argent par un État dans une économie de marché peut être une cause d'inflation**<sup>7</sup>. Il faut cependant noter que nous ne sommes actuellement clairement pas dans une telle situation (voir le graphe ci-contre).



Le graphe illustre le fait que l'inflation n'est pas corrélée avec l'augmentation de M0 (créer de la monnaie ne semble pas causer l'inflation). Par exemple, l'injection de grandes quantités d'argent public dans l'économie en 2008 n'est pas du tout corrélée avec l'inflation.

La courbe de Phillips (données US, 1960-1968)



Données de la FRED: graphe par les auteur.rices, régression polynomiale du 2e degré. Sur l'axe y, les dépenses de consommation (PCE, mesuré par le Bureau of Economic Analysis des USA), mesurent la croissance de la quantité d'argent que les travailleur.ses dépensent en consommant. Sur l'axe x, le taux de chômage.

L'économiste A. W. Phillips a découvert, en comparant le taux de chômage à l'inflation au Royaume Uni entre 1861 et 1957, une relation négative entre ces deux variables. Quand le chômage est bas, l'inflation est haute; quand l'inflation est basse, le chômage est haut. D'autres économistes appliquèrent ce modèle à leur propre pays et parvinrent à la même conclusion, nommant cette relation la "**courbe de Phillips**". Cela signifie qu'au sein d'une économie de marché, l'inflation est causée par le niveau de chômage. La cause de cette relation réside dans le pouvoir de négociation des travailleur.ses. Quand les entreprises recrutent, le chômage diminue. Le rapport de force est alors en faveur des travailleur.ses, ce qui permet de faire augmenter les salaires. Cela mène à des prix plus hauts (inflation), ce qui diminue les salaires proportionnellement aux nouveaux prix. Les salaires réels baissent car ils n'ont pas le temps d'être

<sup>7</sup> Voir plus loin les exemples historiques.

augmentés. De plus, puisque les salaires réels diminuent, les entreprises recrutent plus, ce qui fait baisser le chômage.

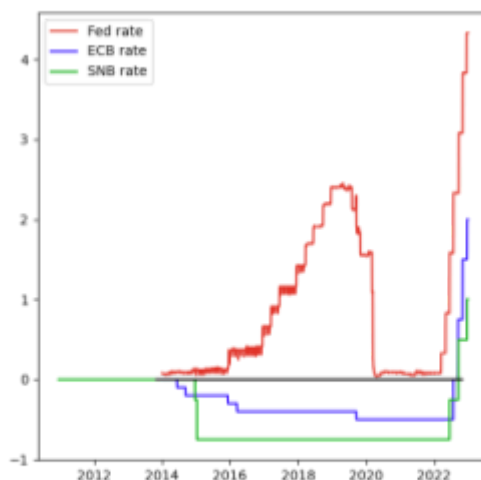
Selon cette théorie, *l'inflation est causée par un excès de demande*. Cette conception conduit à l'idée d'une *spirale des salaires*, un scénario dans lequel la hausse de l'inflation s'engendre elle-même, les salaires essayant en permanence de rattraper l'inflation. Cette idée était déjà **connue et rejetée par Marx dans *Salaires, prix et profits***. Plus récemment, une étude du FMI, publiée en novembre 2022<sup>8</sup> a montré que ce scénario n'a jamais eu lieu.

De nos jours, cela fait longtemps que les données ne correspondent plus à la courbe de Phillips. Elle a été adaptée à la conjoncture actuelle par certains économistes contemporains, nécessitant l'ajout de variables supplémentaires.

La courbe de Phillips a été le sujet de nombreuses critiques, dont une venant de l'école monétariste (représentée entre autres par Milton Friedman). Leur principal argument est que les agents seraient capables de prévoir la hausse des prix sur le long terme et ainsi de négocier un plus haut salaire, ce qui neutraliserait les effets de la baisse du salaire réel.

Cependant, de manière générale, **l'idée principale derrière la courbe de Phillips (l'inflation serait causée par un excès de demande) est actuellement la conception dominante de l'inflation en macroéconomie**. En macroéconomie néoclassique, qui est le paradigme macroéconomique utilisé par les banques centrales, la stratégie principale de contrôle de l'inflation consisterait en un ajustement des taux d'intérêts, selon la *Règle de Taylor*<sup>9</sup>.

Cette conception implique que **la hausse des taux d'intérêts par les banques centrales est l'instrument monétaire principal** (puisque une hausse des taux d'intérêts rend les investissements plus risqués pour les capitalistes). Cette approche des politiques de contrôle de l'inflation, **qui pourrait s'avérer efficace pour contrôler l'inflation, le ferait au prix d'un ralentissement de l'économie physique, entraînant une baisse des salaires et une hausse du taux de chômage**. Cette méthode a été celle de la BCE, de la BNS et de la Réserve Fédérale états-unienne pour faire face au choc inflationniste de 2022 (voir graphe ci-contre).



Taux d'intérêt des principales banques centrales au cours du temps. Notons la réaction au choc inflationniste de 2022.

Enfin, un facteur d'inflation non-négligeable est l'inflation importée: le prix des biens de consommation importés est déterminé par plusieurs facteurs. **La rareté ou la rareté perçue de certains biens conduit à une hausse des prix, ce qui est actuellement le cas pour l'énergie**

<sup>8</sup> [La source, sur le site du FMI](#)

<sup>9</sup> [L'équation exacte est sur Wikipédia](#)

dans le contexte de la guerre en Ukraine<sup>10</sup>. Il en va ainsi pour les biens complexes, tels que les semiconducteurs. Dans ce cas-ci, la pandémie du covid a créé la rareté en perturbant les chaînes de production complexes que nécessite leur production. En considérant des échelles de temps long, les effets du changement climatique vont également être un facteur d'inflation, puisque certains biens deviendront plus rares à cause du réchauffement global. La production des produits agricoles de base, tels que le blé, va devenir plus difficile et va causer de l'inflation dans les économies de marché.

## Lutte des classe et inflation

En tant que marxistes, nous avons des outils théoriques pour construire une meilleure théorie de l'inflation, en comprenant comment elle est déterminée par – et comment elle détermine – la lutte des classes. Pour résumer notre point de vue:

*“L’inflation est le produit d’un conflit social dans le partage de la valeur ajoutée. Elle est la conséquence de la contradiction entre la classe capitaliste protégeant ses profits, et la classe laborieuse, qui lutte pour diminuer son taux d’exploitation.”*

Nous décomposons la valeur ajoutée<sup>11</sup> comme suit (les variables sont exprimées en termes de *valeur* et non en termes de *monnaie*)<sup>12</sup>: elle est la différence entre la **valeur des biens produits** et la **valeur des matières premières** nécessaires pour la production. En d’autres termes, **“quelle valeur a été créée par le processus de production?”** Ce qui se traduit comme tel en équations:

$$\begin{array}{l}
 \text{Valeur ajoutée} \\
 \downarrow \\
 V_a = V_{\text{production}} - V_{\text{inputs}} \\
 \text{Profit des capitalistes} \rightarrow P = V_{\text{production}} - V_{\text{inputs}} - W \\
 \text{Salaires (capital)} \rightarrow W \\
 \text{Taux de profit} \rightarrow M = \frac{P}{V_a} = 1 - \frac{V_{\text{inputs}} + W}{V_a}
 \end{array}$$

*Valeur de la marchandise produite*  
*Valeur des biens nécessaires à la production. Il s'agit de travail social accumulé. (capital constant)*

En résumé, dans le capitalisme, la lutte de classe **impacte principalement le taux de profit**. *Le taux de profit diminue quand le rapport de force est en faveur du prolétariat, et il augmente quand le rapport de force est en faveur de la bourgeoisie*. Dans la pratique, **le moyen principal pour le prolétariat de baisser les taux de profit des capitalistes est d’obtenir des augmentations de salaires** (ou, ce qui revient au même, de diminuer leur temps de travail pour le même salaire); **le**

<sup>10</sup> Ce problème est encore aggravé par le fonctionnement interne de la législation européenne sur le marché de l'énergie.

<sup>11</sup> Qui ne doit pas être confondue avec la *survaleur* qui est égale à *valeur ajoutée* - *salaires*.

<sup>12</sup> Source: Le Capital, section 3, La production de la plus valeur absolue.

**moyen pour la bourgeoisie d'augmenter le taux de profit est d'augmenter les prix en conservant le niveau de salaire fixe** (ce qui revient à baisser les salaires).



Ainsi, nous pouvons comprendre que la spirale des salaires n'est pas un phénomène inflationniste mécanique, **mais est une conséquence de la lutte des classes. Il n'y a donc pas de raison de penser qu'elle est inévitable.** Nous pouvons ici citer Marx:

*“Si [...] la limite donnée de la somme des salaires dépend de la simple volonté du capitaliste ou des bornes de sa cupidité, c'est là une limite arbitraire. Elle n'a rien de nécessaire en soi. Elle peut être modifiée par la volonté des capitalistes et peut, par conséquent, l'être également contre leur volonté.”*

*Karl Marx, Salaire, prix et profit, 1898*

De plus, cela montre que seule une perspective prenant en compte les salaires réels est pertinente. Selon que les salaires réels augmentent ou non avec l'inflation, nous pouvons mesurer la répartition de la valeur ajoutée est modifiée quand la monnaie est dévaluée, ce que l'IPC ne mesure pas.

Le principal enseignement que nous pouvons en tirer est que, **nous, en tant que classe laborieuse, ne devons pas nous préoccuper de l'inflation mais des salaires réels.** La situation inflationniste que nous traversons montre que la monnaie est seulement une représentation de la valeur et **souligne le fait que les travailleurs ne reçoivent qu'une partie de la valeur de ce qu'ils produisent.** Nous devons la penser comme **une opportunité stratégique pour développer la conscience de classe en Suisse.** De plus, le cycle que nous décrivons plus haut peut et va être brisé quand nous dépasserons l'économie capitaliste pour mettre en place une économie socialiste.

À présent, essayons de considérer la question des salaires réels d'un point de vue statistique. Dans la situation française, nous avons une estimation des salaires réels, et on observe que **les profits augmentent pour les capitalistes, alors que les salaires réels baissent à cause de l'inflation,** c'est-à-dire que le prolétariat est le perdant de la situation inflationniste. Nous n'avons pas les valeurs numériques pour la situation en Suisse, mais les syndicats ont estimé que 2022 a

probablement été la plus grande perte en termes de salaires réels en Suisse dans les dix dernières années.<sup>13</sup>

Une explication qui pourrait expliquer le retour de l'inflation, qui est totalement rejetée par les économistes mainstream, serait que **la tendance à long terme d'augmentation de la productivité est en train de ralentir**<sup>14</sup>, ce qui implique qu'il est de plus en plus difficile d'augmenter les profits (ce que le capitalisme financier fixe comme but aux entreprises), et que l'augmentation des prix est le seul moyen qui reste aux capitalistes pour continuer d'augmenter leurs profits. Cette hypothèse est difficile à vérifier, mais suggère qu'**une dynamique proche de la baisse tendancielle du taux de profit est à l'œuvre ici**.<sup>15</sup>

---

<sup>13</sup> [Communiqué de presse de travail.suisse](#)

<sup>14</sup> Comme, par exemple, le suggère Éric Berr [dans cette note](#).

<sup>15</sup> Comme suggéré par Romaric Godin dans "[En 2023, l'économie mondiale s'enfoncera dans sa crise structurelle](#)", Mediapart, 07.01.2023" ainsi que par l'économiste marxiste Michael Roberts, dans cet [article de blog](#).

# Perspectives historiques

## L'inflation en suisse durant la Première Guerre mondiale<sup>16</sup>

**La Première Guerre est la plus grosse période d'inflation de l'histoire moderne de la Suisse** (19,5% d'inflation annuelle moyenne). Cette inflation est similaire à celle des autres pays européens à la même période. Cette inflation s'accroît de plus en plus au fil de la guerre.

Cette période d'inflation a entre autres été causée par **une réduction de l'approvisionnement de certains biens et de mauvaises politiques de rationnement**. Mais le facteur principal est **l'augmentation de la masse monétaire**. Cette augmentation de la masse monétaire peut s'expliquer par **des crédits accordés par la BNS à l'État pour les dépenses de guerre** ; en 1918, les dépenses de la confédération ont été multipliées par quatre par rapport à 1913. Cette augmentation concerne la mobilisation de l'armée. Elles sont financées à 30% par de nouveaux impôts, à 50% par de l'emprunt et à 20% par des bons du Trésor. Cette dernière méthode est très inflationniste. Pourquoi la bourgeoisie l'a-t-elle quand même adoptée ? Car ils ne voulaient pas de nouveaux impôts pour les raisons suivantes :

1. La majorité de la population n'avait pas beaucoup plus d'argent que nécessaire pour ses besoins fondamentaux. Il aurait été dangereux d'augmenter les impôts des travailleurs, et la bourgeoisie aurait donc dû supporter cette charge fiscale à elle seule.
2. Aucun impôt fédéral sur la fortune ou le revenu n'existait à l'époque. La bourgeoisie y était opposée, car un système fiscal cantonal et non central favorise la concurrence fiscale entre les cantons, ce qui provoque une sous-enchère fiscale, donc une limitation des dépenses sociales et une augmentation de la rentabilité du capital. De plus, cela favorise l'évasion fiscale.
3. Les emprunts permettent aux souscripteurs de tirer des profits, via les intérêts. De plus, cela place les pouvoirs publics dans une relation de dépendance vis-à-vis des souscripteurs (principalement des banques).

En 1915, l'État bourgeois concède un petit impôt fédéral direct, mais **l'essentiel des dépenses de guerre se fera par des emprunts**. Ces mesures produisent **une hausse dans les taux d'intérêts**, ce qui met la paysannerie et la petite bourgeoisie en difficulté, car ces classes sont très endettées. En 1914, leurs organisations menacent de soutenir des mesures du PS (fixation d'un

---

<sup>16</sup> Ce chapitre est une adaptation de [cet article](#).

taux d'intérêt maximal, et limitation des exportations de capitaux). Ils menacent ainsi de s'allier aux intérêts du prolétariat et de se désolidariser de la grande bourgeoisie.

En février 1915, le Conseil fédéral décide de ne pas lever un nouvel emprunt pour conserver l'alliance bourgeoise. **Ils décident alors de mettre en place les bons du trésor.**

Cette politique a pour effet de refaire baisser les taux d'intérêt, et de reconsolider le bloc bourgeois. Mais il s'agit d'une fuite en avant puisque **cette nouvelle politique va avoir des effets inflationnistes à plus long terme.**

En 1918, la bourgeoisie décide que **l'inflation est trop dangereuse socialement** et décide de mener une politique anti-inflationniste en attaquant la politique de la planche à billet de la BNS.

1. Relèvement du taux d'escompte.
2. Retour de la politique d'emprunt (mais à l'étranger cette fois (principalement USA), pour ménager la petite bourgeoisie) à des taux très désavantageux.
3. Prolongement de l'impôt sur les bénéfices de guerre, y compris après la fin du conflit.

Cette politique a des effets assez rapides. En 1920, les prix redeviennent stables. Pourquoi la bourgeoisie est-elle revenue à une politique désinflationniste ?

La pauvreté commençait à devenir socialement dangereuse. **Les salaires réels ont chuté de 22% au cours de la guerre. 3% de la population avait recours à l'assistance (publique ou privée) en 1910 ; cette part atteignait 18% en 1918.** De plus, grâce à la hausse des prix et aux nouveaux marchés internationaux ouverts par la guerre, les taux de profits se sont envolés. Le contexte international était plutôt favorable au prolétariat (nombreuses révolutions) et la Suisse connaît son plus important conflit social depuis 1847 avec la grève générale. À cette époque, une révolution en Suisse et plus généralement en Europe pouvait sembler assez plausible, ce qui a forcé l'État bourgeois à faire des concessions qu'il ne ferait peut-être plus de nos jours.

## La crise pétrolière de 1973

La crise pétrolière a été un choc inflationniste dans lequel le pétrole a joué le rôle principal. La lutte pour cette source d'énergie est survenue au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, quand plus grande part de la production du pétrole s'est déplacée d'Amérique du Nord au Moyen Orient. Il en a résulté un déplacement du centre de l'exploitation impérialiste au Moyen Orient, ce qui a eu un impact historique drastique qui se ressent encore aujourd'hui.

La crise a débuté en octobre 1973, lors de la Guerre de Yom Kippur, durant laquelle plusieurs États arabes ont combattu contre l'occupation sionniste de la Palestine, qui, soutenue par les États-Unis et la majorité des États occidentaux, est devenue le statu quo à la fin de la guerre. Les États-Unis ayant été un facteur de majeur dans l'issue du conflit, et leur influence au Moyen Orient devenant de plus en plus importante, les pays arabes, à travers l'OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole) et guidés par l'Arabie Saoudite, ont décidé de contre-attaquer les États-Unis au moyen d'un embargo.

L'embargo a pris la forme d'une réduction de la production de pétrole de 5%. L'impact sur l'Occident a été énorme, le pétrole étant sa source d'énergie principale. La crise déboucha sur une augmentation des prix du pétrole de 70%, entraînant tous les prix à la hausse. En Suisse, l'inflation a atteint 12%.

C'est seulement après la décision de l'OPEP d'augmenter à nouveau la production de pétrole après négociations que le prix est revenu à la normale. Il était alors clair pour les pays occidentaux que le pétrole était une ressource de la plus haute importance pour leur système économique, et combien ils en étaient dépendants. Afin de mieux encaisser ce genre de crise dans le futur, de nouvelles sources d'énergies ont alors été trouvées.<sup>17</sup> De plus, les États-Unis ont depuis lors exercé une plus grande influence encore sur les pays producteurs de pétrole, et ce, à n'importe quel prix.

---

<sup>17</sup> C'est à cette période qu'ont été entrepris les premiers développements de technologies "sobres" et renouvelables.



# Perspectives politiques, revendications

## Les “solutions” capitalistes à l’inflation

### Augmentation des taux d’intérêt

L’un des moyens les plus utilisés pour limiter l’inflation et l’augmentation des taux d’intérêt. L’idée principale de cette mesure est la suivante: quand les banques augmentent les taux d’intérêts sur les prêts, il est plus cher d’emprunter de l’argent, ce qui est une incitation à épargner plutôt que de dépenser massivement. Ainsi, la demande agrégée (qui désigne la somme de la demande des entreprises et des ménages) diminue et les producteurs cessent d’augmenter leurs prix.

Cependant, cette mesure implique des conséquences terribles pour la classe des travailleur.euses – les personnes endettées ont de plus en plus de peine à payer leurs prêts, et devenir propriétaire de son logement devient encore plus difficile. Mais le prolétariat n’est pas la seule classe touchée par cette mesure. Les entreprises ont aussi de la peine à rembourser leurs dettes et prêts. Leur seul moyen de conserver des taux de profits élevés est alors d’augmenter les prix. Ainsi, augmenter les taux d’intérêt peut renforcer encore plus l’inflation.<sup>18</sup>

### Diminuer la TVA

Une autre mesure a été proposée par certains pays, comme l’Espagne et la France. Il s’agit d’une baisse de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). La TVA est, de manière générale, une taxe injuste, car son taux ne dépend pas des revenus des acheteurs, et pèse ainsi sur les épaules des

---

<sup>18</sup> [Richard Wolff. Solutions for Inflation? "Capitalism Faces a Dead End". avril 2022](#)

consommateurs ayant les revenus les plus bas. L'idée proposée est de baisser la TVA pour qu'elle pèse moins sur le prolétariat, ce qui rendrait l'inflation plus supportable.

Cependant, en pratique, cette proposition présente plusieurs problèmes. Premièrement, il s'agit d'une mesure que l'on ne peut appliquer qu'à une reprise, mais une inflation en augmentation constante dépassera forcément les effets de la mesure. De plus, cette mesure diminue les revenus étatiques, qui pourraient être utilisés pour des mesures sociales plus efficaces. Deuxièmement, les véritables coupables de l'inflation, les entreprises, ne seraient pas punies par cette mesure et pourraient toujours fixer leurs prix à leur guise. Baisser le taux de TVA est en réalité une incitation à une augmentation des prix encore plus importante<sup>19</sup>.

Notons, cependant, que cette proposition n'est pas défendue par la doxa libérale dominante. De ce que nous savons, cette mesure a seulement été appliquée en Espagne en 2022, sur les marchandises de première nécessité.

# Solutions à court terme: Indexation des salaires et contrôle des prix

## Contrôle des prix

Le contrôle des prix est une revendication populaire à gauche comme réponse à l'inflation. De nombreux partis demandent une limitation des prix sur l'énergie et sur les assurances maladie. Il s'agit sans aucun doute d'une bonne revendication, du moins à court terme. La classe des travailleurs pourrait accéder à un salaire réel plus élevé, et diminuer ainsi les profits des capitalistes. Cependant, dans l'économie capitaliste, les périodes de contrôle des prix ont souvent été suivies par des périodes de récession ou de pénurie, puisque les capitalistes retiennent alors leurs produits et investissent moins. Une fois que le contrôle des prix est levé, les prix explosent à nouveau à cause de la pression accumulée. Ainsi, une politique de contrôle des prix ne peut avoir des effets à long terme dans un marché libre. Nous devons donc revendiquer explicitement un contrôle étatique sur les entreprises en même temps que le contrôle des prix; par exemple, revendiquer une dé-privatisation du secteur de l'énergie en même temps qu'une limitation des prix.<sup>20</sup> Un exemple concret de contrôle des prix que nous pourrions revendiquer est le gel/plafonnement des loyers.

---

<sup>19</sup> [Mediapart, "La baisse de la TVA, fausse solution contre l'inflation", janvier 2023](#)

<sup>20</sup> [Michael Roberts, "Price controls: do they work?", janvier 2022.](#)

## Indexation

Le mythe de la spirale des salaires est souvent utilisé contre l'indexation des salaires. Cependant, comme nous l'avons vu plus haut, cette légende n'est pas basée sur la réalité. Augmenter les salaires dans une période d'inflation est primordial pour la classe des travailleur.ses. Malgré tout, il existe un certain nombre de problèmes dans cette approche. L'indexation est souvent "en retard" sur l'inflation car elle n'est pas appliquée immédiatement après une augmentation des prix. Une fois les salaires ajustés, l'inflation s'est déjà aggravée. Un autre problème se pose dans les pays dans lesquels les salaires sont indexés. En Belgique par exemple, l'indice des prix utilisé pour calculer l'indexation des salaires ne prend pas en compte le carburant, qui est pourtant l'un des produits les plus affectés par l'inflation en ce moment. De manière similaire, l'IPC ne prend pas en compte les primes d'assurance maladie, un secteur dans lequel les prix ont également augmenté en 2023.

L'indexation est donc une mesure importante pour le prolétariat suisse. Cependant, à long terme, nous devons aller plus loin dans nos revendications. En effet, le taux d'exploitation n'est pas réduit par cette mesure (la Belgique a par exemple le plus haut taux de profit d'Europe). Notre but à long terme est et sera toujours une économie sans exploitation.<sup>21</sup>

Stratégiquement, l'indexation est peut-être la mesure la plus intéressante pour laquelle nous pouvons lutter, car, dans un pays comme la Suisse, dans lequel la force de la gauche au niveau national est faible (il semble improbable que les Verts ou le PS soient prêts à se battre pour l'indexation), **cette lutte peut aboutir à des victoires à plus petite échelle** (suite à des grèves et des mobilisations syndicales, comme celles qui ont été menées par les fonctionnaires vaudois<sup>22</sup>, ou par les travailleur.ses du secteur de la construction<sup>23</sup>). Il s'agit d'une opportunité pour mobiliser et **construire une conscience de classe**. De plus, l'indexation doit non seulement être une revendication pour les salaires des travailleur.ses employé.es, mais aussi pour certains revenus spécifiques aux jeunes travailleur.ses, comme **les bourses d'études et les salaires des apprenti.es**, qui sont peu souvent indexés (voir les revendications des syndicats d'étudiants vaudois<sup>24</sup>).

## Considérations stratégiques

Les revendications présentées ici ne sont pas révolutionnaires. Cependant, dans la situation actuelle en Suisse, nous ne pouvons espérer imposer des mesures plus révolutionnaires dans l'immédiat; par exemple, l'abolition du libre marché nous semble impossible à court terme dans l'état actuel du rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat. Cependant, dans un contexte d'inflation, l'appropriation de la plusvalue par les capitalistes est plus visible car plus intense. À travers nos revendications et notre campagne, nous espérons mettre en lumière les rapports de production capitalistes, et ainsi contribuer à la conscientisation des travailleur.ses de Suisse.

Nous n'avons pas inclus la taxation des profits dans nos revendications pour des raisons stratégiques. Nous pensons que nous avons meilleur temps de revendiquer de plus hauts salaires

---

<sup>21</sup> [Mediapart, "Diabolisée en France l'indexation se maintient en Belgique", juin 2021.](#)

<sup>22</sup> [SSP/VPOD Website "En lutte pour la pleine indexation des salaires", consulted april 2023](#)

<sup>23</sup> [Le Temps, "Construction: syndicats et entrepreneurs trouvent un accord", november 2022](#)

<sup>24</sup> [SUD-EP. "Résolution de l'assemblée générale des personnes en formation", mars 2023](#)

que de revendiquer une plus haute taxation des profits. Bien que cette mesure revienne en dernière analyse à une augmentation des salaires (pour autant que l'État utilise cet argent pour développer des services publics et des politiques sociales), mais d'une manière détournée. Nous pensons donc que l'augmentation des salaires met plus en lumière le fonctionnement de l'exploitation capitaliste, puisque cette mesure reconnaît la valeur sociale du travail, et non pas du capital. Cependant, nous ne devrions évidemment pas rejeter cette revendication quand elle est formulée par d'autres organisations.

## Une seule conclusion possible

Il est de notre devoir, en tant que communistes, d'exiger de meilleures conditions de vie pour la classe laborieuse. A court terme, nous pouvons lutter pour un contrôle des prix, des nationalisations d'entreprises, des baisses d'impôts pour les plus pauvres, des services sociaux et des logements gratuits, etc. En nous battant pour ces revendications dans la rue et sur la scène politique, nous ne devons jamais oublier qu'il ne s'agit pas là de notre but ultime. Les contradictions de l'économie capitaliste deviennent de plus en plus intenses à chaque crise économique, et elles ne seront pas résolues à coup de sparadraps. En réalité, le seul progrès possible est la construction d'une société dans laquelle les moyens de production sont aux mains de la classe laborieuse, la seule voie est le socialisme !